



Lundi 10 juin 2013

Vive le printemps turc !

Vendredi 31 mai, la colère a explosé à Istanbul : des dizaines de milliers de manifestants campent sur la place Taksim et affrontent la police.

L'étincelle à l'origine de cette explosion : un campement opposé à un projet immobilier condamnant à la destruction un parc attenant à la place Taksim. Les habitants du quartier, indignés par la répression policière, ont rejoint les occupants. En l'espace de 24 heures des manifestations impressionnantes ont eu lieu dans tout le pays. Les manifestants réclament la démission du gouvernement islamiste prétendument « modéré » qui brandit le miracle de la croissance et feint d'oublier que celle-ci s'est construite sur une exploitation accrue des travailleurs de Turquie. Et tout y passe, du ras-le-bol de la pression religieuse et moralisatrice à celui de la matraque des flics, en passant par l'exigence de laïcité, de la liberté de mœurs et du droit à l'avortement, etc.

Le 1^{er} mai dernier, la police était en ordre de bataille pour empêcher la manifestation syndicale de rejoindre la place Taksim. Le gouvernement craignait

que la rencontre de dizaines de milliers de travailleurs avec les opposants au projet immobilier ne devienne explosive. Mais aujourd'hui c'est ce scénario qui pourrait bien se produire, dans l'autre sens, et à une toute autre ampleur. Partie de la place Taksim, la contestation s'est généralisée.

La classe ouvrière turque a participé à une succession de mouvements de grèves ces derniers mois. Elle n'était pas en tant que telle, sur ses objectifs, présente dans les dernières manifestations d'Istanbul, même si nombre de travailleurs y participaient. Mais elle pourrait bien se saisir de ce climat général de contestation du régime pour entrer dans la danse, avec ses propres revendications politiques (notamment la liberté de s'organiser) et économiques (chômage, bas salaires, etc.). Et ne pas se contenter alors d'un changement à la tête du régime.

Après l'assassinat de Clément, jeune militant étudiant, combattre l'extrême droite et ses idées

Clément, jeune de 18 ans, militant antifasciste et syndicaliste étudiant, a été assassiné mercredi dernier 5 juin, frappé à mort par une bande de nervis d'extrême droite.

Depuis quelques temps les petits groupes d'extrême droite, plus ou moins proches de Marine Le Pen ou en tout cas de ses idées, jouent des muscles pour s'en prendre à tout ce qui leur déplaît. On les a vus récemment faisant de la surenchère lors des manifestations de la droite réactionnaire contre la loi sur le mariage pour tous, et jouant les provocations. Ou agressant en pleine rue des couples homosexuels à Nice ou à Paris. Sans parler des agressions racistes perpétrées par ce genre d'individus.

Tout petits groupes pour l'instant, ils sont encore loin de pouvoir s'en prendre au mouvement ouvrier ou de jouer les briseurs de grèves et agresseurs de grévistes. Mais dans la situation de crise d'aujourd'hui, c'est à cela qu'ils ambitionnent pour se rendre utiles aux patrons et gravir les échelons du monde politique. Bien difficile de compter, pour s'en débarrasser, sur un Manuel Valls qui, en multipliant

les expulsions d'immigrés, alimente tous les préjugés sur le terreau desquels grandit l'extrême droite. Pas plus sur Hollande et son gouvernement qui, en menant la même politique que Sarkozy à l'encontre de la population laborieuse ou partant guerroyer en Afrique au profit des trusts français facilitent toutes les démagogies du Front National et de ses émules.

Pour éradiquer la gangrène d'extrême droite, pour combattre la progression des préjugés qu'elle colporte dans le but de gagner de l'influence, y compris dans les quartiers pauvres, en opposant les uns aux autres au nom de la France ou de la race, il faut que les travailleurs montrent leur force. Qu'ils donnent, par leurs luttes, par leur solidarité de classe, Français et immigrés tous ensemble, un espoir à la jeunesse et une issue à la crise dans laquelle le monde capitaliste nous plonge.

La direction n'aura qu'à se déplacer elle-même

Alors que Varin vient de lancer les négociations de ses Accords compétitivité, la direction veut dès maintenant supprimer certaines indemnités de déplacement (repas du midi lors d'un déplacement sur un autre établissement hors région d'attache, des remboursements de « frais divers » notamment pour ceux qui partent en mission d'essais, etc.), comme si les salariés se déplaçaient pour s'amuser !

Ceux de Renault Lardy avaient débrayé à plusieurs dizaines, le 15 avril dernier, en interpellant le 21 avril Carlos Tavares (n°2 du groupe), pour exactement les mêmes raisons. Ça donne des idées...

Le bonheur est dans le PREC

La direction pourrait nos boîtes mails d'incitations diverses à dégager de l'entreprise avec le PREC. Par exemple pour ses job-datings dans des entreprises dont la direction vante les mérites. L'insistance est d'autant plus insupportable qu'elle s'adresse à tous, c'est-à-dire « exclus » du plan compris. Impossible de se désabonner : pour la réussite du PREC, la direction ne fait pas dans le détail. Mais Outlook permet de classer voire détruire tous les mails d'un même destinataire. Dommage que ça ne fonctionne que sur les e-mails.

La grande illusion de la grande vadrouille

Les PREC se suivent mais ne se ressemblent pas. Dans la cuvée 2013, il n'y aurait plus de « double volontariat ». Le salarié serait le seul « volontaire », plus besoin de la bénédiction hiérarchique. Preuve d'abord qu'il y avait bien des filtres, qu'ensuite tout ça n'est que vaste blague. Celle qui décide des postes, métiers, voire personnes concernés, c'est toujours la direction ! La soi-disant liberté laissée aux salariés sur la maîtrise de leur destin ne doit pas nous berner.

Chaud, chaud, chaud !!!

Décidément à Carrières on sait souffler le chaud et le froid ! Avec les premières chaleurs estivales, ça a été la fournaise dans les bureaux avec des températures avoisinant les 30°C. Un système de climatisation d'une inefficacité incroyable : la direction n'a prévu que des solutions de fortune en installant des climatiseurs manuels au B8 mais qui ne seraient opérationnels qu'à partir de juillet... L'été s'annonce torride. Vu qu'on tient à notre santé, on ne va pas se faire prier pour se mettre au frais ... à la maison.

Les profits et le matériel d'abord !

Après le coup de sang de la direction de Carrières suite à quelques mégots qui ont pris feu mercredi dernier, on a eu droit au mail : « *La sécurité des biens et des personnes, notre 1^{ère} exigence !* ». Mais ne nous y trompons pas, entre les biens et les personnes, la direction est prête à tous nous voir crever pour la sécurité de ses précieux et mirifiques profits !

Borgne to be alive

Le nouveau directeur de la DRD, Gilles Le Borgne, appelle tous les salariés à se rassembler au sein de leur UEC, pour un « *safety break* », le 1er juillet pendant 1 heure afin de faire le point sur la sécurité au travail.

Si ce thème tient tant au cœur de la direction, c'est pour ne pas déboursier un rond d'indemnité à la sécu, et ne pas avoir à rogner sur sa politique de productivité et restructuration à outrance, ni sur l'augmentation des risques que cela engendre (surcharge, stress, temps de trajet avec les mobilités,...)

Alors oui, nous sommes tous « *born to be safety* » et, contre la direction, n'hésitons pas à préparer le gros « *break* » qui imposera des conditions décentes de travail et son partage entre tous.

Les patrons n'ont pas fini de s'en faire !

À PSA Aulnay, lundi 27 mai, 80 salariés ont débrayé pour réclamer l'extension à toute l'usine des mesures que la direction avait accordé aux seuls anciens grévistes. 950 non grévistes avaient déjà signé une pétition pour réclamer la même chose. Mercredi 29, la direction a cédé et a étendu la prime de 20 000 € à toute l'usine. Elle s'est ravisée peu après en décrétant que la prime ne serait accordée qu'à ceux qui obtiendraient une promesse d'embauche, un CDI ou un CDD de 3 mois... avant le 7 juin. Impossible.

Lundi 3 juin : manifestations d'une centaine d'ouvriers dans l'usine. Le lendemain, ce sont encore 250 salariés qui ont aussi débrayé puis manifesté pour imposer l'application du protocole sans condition. Aujourd'hui lundi 10, ce sont à nouveau 250 salariés réunis en assemblée générale qui se sont concertés.

Que les patrons ne jouent pas trop aux malins, la colère des ouvriers ces prochains temps pourraient leur arracher bien autre chose que des minimales primes de départ.

Après Aulnay, Rennes, Meudon... ça continue !

La Française de Mécanique, filiale 50 % PSA / 50 % Renault, envisage de supprimer au moins 1 400 postes sur 3 200 d'ici à 2016. Dont 800 sûrs par départs à la retraite non remplacés. La direction pleurniche une baisse de 30 % de la production, mais veut réduire les effectifs... de 45 %. Cela accentue la nécessité et l'urgence de se coordonner pour lutter tous ensemble contre les licenciements.

Le bibendum bien gonflé... de profits

Le géant du pneu Michelin devrait annoncer, mercredi 12 juin, la suppression de 700 postes sur les 927 que compte son usine de Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire). Un premier plan social avait déjà mis sur le carreau 340 salariés en 2009.

Avec 1,6 milliard d'euros de bénéfices en 2012, la colère n'a pas tardé à s'exprimer : 200 grévistes bloquent les accès du site depuis ce lundi 10 au matin.